

Beroepsopleiding » du service spécialisé pour la définition et l'accompagnement de parcours, des services spécialisés d'étude de l'emploi et des services spécialisés de formation, d'accompagnement et de médiation, qui ont débuté avant le 1^{er} janvier 2023, continuent à fonctionner conformément à la réglementation en vigueur au 31 décembre 2022, y compris les indemnités de stage.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Art. 25. Le ministre flamand compétent pour l'emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 octobre 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,

J. BROUNS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/42276]

29 SEPTEMBRE 2022. — Décret portant diverses dispositions relatives aux sports, à l'aide à la jeunesse et à la jeunesse

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE 1^{ER}. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX SPORTS

Article 1^{er}. § 1^{er}. A partir de l'année budgétaire 2023, il est créé, dans la division organique « Sport » du budget des dépenses de la Communauté française, un article de base dédié à la promotion du sport de haut niveau en Communauté française.

§ 2. Le Gouvernement peut conclure, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, des contrats avec les sportifs de haut niveau, les espoirs sportifs, les jeunes talents, les partenaires d'entraînement, les sportifs en reconversion et les arbitres de haut niveau qui ont obtenu la reconnaissance visée à l'article 19 du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française.

§ 3. Les contrats sont conclus à mi-temps ou à temps plein avec les sportifs sous statut, pour une durée déterminée d'un an maximum, renouvelables, conformément à l'article 4, alinéa 3, de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré.

§ 4. La rémunération, ainsi que les augmentations barémiques qui y sont liées, peuvent être fixées sur base des échelles barémiques figurant à l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

TITRE 2. — DISPOSITIONS RELATIVES A L'AIDE A LA JEUNESSE

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer des subventions dans le cadre d'un appel à projets biannuel d'un montant global de 1.108.550 euros annuels.

Le porteur du projet doit être un service d'action en milieu ouvert tel que visé à l'article 2, 30^o, du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse.

L'appel à projets vise la prévention du décrochage social des jeunes ainsi que la mise en œuvre de dispositifs permettant aux jeunes de devenir acteurs dans la société. Il mettra en œuvre des actions transversales avec les différents centres d'intérêt du jeune et visera à offrir au jeune une aide de proximité. Il visera l'accrochage social sur le long terme et mettra dès lors en œuvre les collaborations nécessaires avec le monde de l'enseignement, de l'accueil temps libre, de la formation et du travail.

L'appel à projets est identique pour l'ensemble de la Communauté française.

Les subventions seront accordées, conformément à la procédure visée au paragraphe 2, en prenant en considération les critères suivants :

- s'inscrire dans la prévention du décrochage social et permettre aux jeunes de devenir acteurs dans la société ;
- s'inscrire dans la transversalité en intégrant les acteurs sociaux qui rythment la vie du jeune (école, formation, jeunesse, sport, travail ...);
- s'adresser aux jeunes selon les critères d'âge définis dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions en milieu ouvert ;
- assurer l'accessibilité du projet à tous les jeunes concernés et dès lors s'inscrire dans des actions qui vont pro activement à la rencontre du public concerné.

Le Gouvernement peut fixer les critères, la procédure et les conditions de sélection des projets.

§ 2. Le service de l'Administration en charge de l'Aide à la Jeunesse est chargé de vérifier que les projets introduits dans le cadre de l'appel à projets prennent en considération les critères visés au § 1^{er}.

§ 3. Les subventions visées au paragraphe 1^{er} sont versées en deux tranches déterminées comme suit :

- 1° une première tranche, correspondant à 80% du montant de la subvention, est versée dès l'adoption de l'arrêté de subvention ;
- 2° une seconde tranche, correspondant à 20% du montant de la subvention, est versée après vérification et validation des pièces justificatives attestant de la réalisation du projet subventionné.

TITRE 3. — DISPOSITIONS RELATIVES A LA JEUNESSE

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer quatre subventions dans le cadre d'un appel à projets trisannuel d'un montant de 45.000 euros annuel par projet.

L'appel à projets a pour objectifs de soutenir l'emploi au sein des centres de jeunes et des organisations de jeunesse afin de favoriser les initiatives des jeunes, de recréer les liens et de favoriser leur participation et leur engagement. Il portera sur une ou plusieurs des thématiques suivantes :

1. l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle ;
2. l'éducation aux médias ;
3. l'information des jeunes ;
4. la mobilité nationale et internationale ;
5. les politiques locales de jeunesse ;
6. la production artistique et culturelle ;
7. la participation citoyenne ;
8. la formation et l'orientation ;
9. les partenariats inter-sectoriels ;
10. l'émancipation des jeunes ;

Les subventions seront accordées, conformément à la procédure visée au paragraphe 3, en prenant en considération les critères suivants :

- 1° s'inscrire dans une ou plusieurs thématiques mentionnées supra telles que reprises dans l'appel à projets en vue de renouer les liens avec les jeunes ;
- 2° s'adresser à un public cible de jeunes tel que visé dans le décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux et le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations ;
- 3° favoriser le développement d'une citoyenneté responsable, active, critique et solidaire chez les jeunes par une prise de conscience et une connaissance des réalités de la société, des attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique ainsi que la mise en œuvre et la promotion d'activités socioculturelles et d'éducation permanente ;
- 4° assurer l'accessibilité du projet à tous les jeunes afin de toucher le public le plus large possible en portant une attention particulière aux publics les plus défavorisés, ainsi qu'en favorisant la mixité des publics en vue de développer les projets les plus inclusifs et les plus participatifs possibles.

§ 2. Les opérateurs pouvant introduire un projet sont :

- 1° les organisations de jeunesse agréées visées à l'article 3 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ;
- 2° les maisons de jeunes visées à l'article 3 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations ;
- 3° les centres de rencontres et d'hébergement visés à l'article 4 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations ;
- 4° les centres d'information de jeunes visés à l'article 6 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations.

§ 3. Le service de l'Administration en charge la Jeunesse est chargé de vérifier que les projets introduits dans le cadre de l'appel à projets visé au § 1^{er} prennent en considération les critères visés au § 1^{er}, alinéa 3.

Sur proposition du service mentionné à l'alinéa précédent, la commission consultative des organisations de jeunesse, visée à l'article 37 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse et la commission consultative des maisons et centres de jeunes, visée à l'article 21 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations, proposent conjointement un maximum de quatre projets au Gouvernement, dans un délai d'un mois à dater de la proposition faite par le service mentionné à l'alinéa précédent.

§ 4. Les subventions visées au paragraphe 1^{er} sont versées en deux tranches déterminées comme suit :

- 1° une première tranche, correspondant à 80% du montant de la subvention, est versée dès l'adoption de l'arrêté de subvention ;
- 2° une seconde tranche, correspondant à 20% du montant de la subvention, est versée après vérification et validation des pièces justificatives attestant de la réalisation du projet subventionné.

TITRE 4. — ENTREE EN VIGUEUR

Art. 4. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} octobre 2022 à l'exception de l'article 1^{er} qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 29 septembre 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JHOULET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Egalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,
C. DESIR

—
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 432-1. – Amendement(s) en commission, n° 432-2. – Rapport de commission, n°432-3 - Texte adopté en séance plénière, n° 432-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 28 septembre 2022.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/42276]

**29 SEPTEMBER 2022. — Decreet houdende diverse
bepalingen betreffende sport, hulpverlening aan de jeugd en jeugd**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL 1. — Bepalingen betreffende sport

Artikel 1. § 1. Vanaf het begrotingsjaar 2023 wordt in de organisatie-afdeling "Sport" van de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap een basisartikel gecreëerd voor de promotie van topsport in de Franse Gemeenschap.

§ 2. De regering kan, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, overeenkomsten sluiten met topsporters, belovende sporters, jonge talenten, trainingspartners, sporters in omscholing en topscheidsrechters die de erkenning bedoeld in artikel 19 van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de sportbeweging georganiseerde in de Franse Gemeenschap hebben verkregen.

§ 3. Overeenkomsten met sporters met een statuut worden gesloten op halftijdse of voltijdse basis voor een vaste periode van maximaal één jaar, verlengbaar, overeenkomstig artikel 4, lid 3, van de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst van bezoldigde sporters.

§ 4. De bezoldiging, evenals de daarmee verbonden baremaverhogingen, kunnen worden vastgesteld op basis van de baremaschalen vermeld in artikel 30 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de regering van de Franse Gemeenschap.

TITEL 2. — Bepalingen inzake hulpverlening aan de jeugd

Art. 2. § 1. De regering kan subsidies toekennen in het kader van een tweejaarlijkse projectoproep voor een totaalbedrag van 1.108.550 euro per jaar.

De projectleider moet een actiedienst in open milieu zijn zoals bedoeld in artikel 2, 30°, van het decreet van 18 januari 2018 betreffende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

De oproep tot het indienen van projecten is bedoeld om te voorkomen dat jongeren uit de samenleving vallen en om maatregelen te nemen waardoor jongeren actief kunnen worden in de samenleving. Het project zal transversale acties uitvoeren in verband met de verschillende belangen van de jongere en zal ernaar streven de jongere lokale hulp te bieden. Het streeft naar maatschappelijke integratie op lange termijn en zal daarom de nodige samenwerking met de wereld van onderwijs, vrije tijdsopvang, opleiding en arbeid tot stand brengen.

De oproep tot het indienen van projecten is identiek voor de gehele Franse Gemeenschap.

De subsidies worden volgens de in paragraaf 2 bedoelde procedure toegekend met inachtneming van de volgende criteria:

- deel uitmaken van de preventie van sociale uitsluiting en jongeren in staat stellen actief te worden in de samenleving;

- transversaal zijn door integratie van de sociale actoren die het leven van de jongere vormgeven (school, opleiding, jeugd, sport, werk, enz.);

- jongeren aanspreken volgens de leeftijdsriteria die zijn vastgelegd in het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de specifieke voorwaarden voor de goedkeuring en de toekenning van subsidies voor diensten van acties in open milieu;

- ervoor zorgen dat het project toegankelijk is voor alle betrokken jongeren en daarom acties ondernemen die het betrokken publiek proactief bereiken.

De regering kan de criteria, de procedure en de voorwaarden voor de selectie van de projecten vaststellen.

§ 2. De administratieve dienst die belast is met hulpverlening aan de jeugd moet nagaan of de in het kader van de oproep ingediende projecten voldoen aan de in § 1 bedoelde criteria.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde subsidies worden betaald in twee schijven die als volgt worden vastgesteld:

- 1° een eerste schijf, overeenkomend met 80% van het subsidiebedrag, wordt betaald zodra het subsidiebesluit is aangenomen;
- 2° een tweede schijf, overeenkomend met 20% van het subsidiebedrag, wordt betaald na verificatie en validering van de bewijsstukken waaruit de verwezenlijking van het gesubsidieerde project blijkt.

TITEL 3. — *Bepalingen betreffende de jeugd*

Art. 3. § 1. De regering kan vier subsidies toekennen in het kader van een driejaarlijkse oproep tot het indienen van projecten, voor een jaarlijks bedrag van 45.000 euro per project.

De doelstellingen van de oproep tot het indienen van projecten zijn het ondersteunen van werkgelegenheid in jongerencentra en jeugdorganisaties om initiatieven van jongeren te bevorderen, banden te herstellen en hun participatie en betrokkenheid aan te moedigen. Hij zal gericht zijn op een of meer van de volgende thema's:

1. onderwijs in relaties, affectief en seksueel leven;
2. media-opvoeding;
3. informatie voor jongeren;
4. nationale en internationale mobiliteit;
5. lokaal jeugdbeleid;
6. artistieke en culturele productie;
7. burgerparticipatie;
8. opleiding en begeleiding;
9. sectoroverschrijdende partnerschappen;
10. emancipatie van jongeren.

De subsidies worden volgens de in paragraaf 3 bedoelde procedure toegekend met inachtneming van de volgende criteria:

- 1° vallen binnen één of meer van de bovengenoemde thema's zoals vermeld in de oproep tot het indienen van projecten met het oog op het opnieuw in contact brengen met jongeren;
- 2° zich richten tot een doelgroep van jongeren zoals bedoeld in het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties en het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdcentra, jeugdverblijfscentra en jongereninformatiecentra en hun federaties;
- 3° het bevorderen van de ontwikkeling van een verantwoordelijk, actief, kritisch en solidair burgerschap bij jongeren door bewustwording en kennis van de maatschappelijke werkelijkheid, een verantwoordelijke houding en actieve deelname aan het sociale, economische, culturele en politieke leven, alsmede het uitvoeren en bevorderen van activiteiten op sociaal-cultureel gebied en op het gebied van een levenslang leren;
- 4° ervoor zorgen dat het project toegankelijk is voor alle jongeren om een zo breed mogelijk publiek te bereiken, met bijzondere aandacht voor de meest kansarme groepen, en een mix van doelgroepen aanmoedigen om zo inclusief en participatief mogelijke projecten te ontwikkelen.

§ 2. Operatoren die een project kunnen indienen zijn:

- 1° Erkende jeugdorganisaties als bedoeld in artikel 3 van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties;
- 2° de jeugdcentra bedoeld in artikel 3 van het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdcentra, jeugdverblijfscentra en jongereninformatiecentra en hun federaties;
- 3° de ontmoetings- en verblijfscentra bedoeld in artikel 4 van het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdcentra, jeugdverblijfscentra en jongereninformatiecentra en hun federaties;
- 4° de jongereninformatiecentra bedoeld in artikel 6 van het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor erkenning en subsidiëring van jongerencentra, jeugd- en verblijfscentra en jongereninformatiecentra en hun federaties.

§ 3. De dienst van de Administratie belast met jeugdzaken is verantwoordelijk voor het controleren of de projecten die in het kader van de in § 1 bedoelde oproep tot het indienen van projecten worden voorgedragen, aan de criteria voldoen bedoeld in § 1, derde lid.

Op voorstel van de in het vorige lid bedoelde dienst, de adviescommissie voor jeugdorganisaties, bedoeld in artikel 37 van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties, bedoeld in artikel 21 van het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdcentra, jeugdverblijfscentra en jongereninformatiecentra en hun federaties, stellen gezamenlijk maximaal vier projecten voor aan de regering, binnen een maand na de datum van het voorstel van de in het vorige lid bedoelde dienst.

§ 4. De in paragraaf 1 bedoelde subsidies worden betaald in twee schijven die als volgt worden vastgesteld:

- 1° een eerste schijf, overeenkomend met 80% van het subsidiebedrag, wordt betaald zodra het subsidiebesluit is aangenomen;
- 2° een tweede schijf, overeenkomend met 20% van het subsidiebedrag, wordt betaald na verificatie en validering van de bewijsstukken waaruit de verwezenlijking van het gesubsidieerde project blijkt.

TITEL 4 Inwerkingtreding

Art. 4. Dit decreet treedt in werking op 1 oktober 2022, met uitzondering van artikel 1, dat in werking treedt op 1 januari 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 29 september 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het Toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 432-1. - Amendement(en) tijdens de commissie, nr. 432-2. - Commissieverslag, nr. 432-3. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 432-4

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 28 september 2022

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/33573]

15 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté fixant les orientations et thèmes prioritaires de la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaires des centres psycho-médico-sociaux pour la période entre les années scolaires 2023-2024 et 2029-2030

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juin 2021 portant sur le livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et portant le titre relatif à la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des centres PMS, notamment son article 6.1.5-4 ;

Vu le « test genre » du 29 août 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Considérant l'avis du Conseil de la formation professionnelle continue du 23 mai 2022 ;

Considérant l'avis de la Commission de pilotage du 21 juin 2022 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les orientations et thèmes prioritaires de la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles, pour la période entre les années scolaires 2023-2024 et 2029-2030, comprennent en toute hypothèse les éléments suivants :

1. Orientation prioritaire de formation : S'approprier l'approche évolutive de prise en charge des besoins d'apprentissages de tous les élèves via notamment des pratiques de différenciation pédagogique, l'observation fine, et l'évaluation diagnostique et formative

Les thèmes prioritaires de formation s'inscrivant dans cette orientation :

- a. le sens, les enjeux, la philosophie, le cadre juridique, institutionnel et conceptuel de l'approche évolutive ;
- b. les pratiques de différenciation pédagogique (dans la classe, accompagnement personnalisé et dispositifs spécifiques complémentaires) ;
- c. les pratiques de différenciation didactique (dans la classe, accompagnement personnalisé et dispositifs spécifiques complémentaires) ;
- d. l'évaluation au service des apprentissages ;
- e. le Dossier d'Accompagnement de l'Elève (DAccE) et la procédure exceptionnelle de maintien et les possibilités de recours ;
- f. les conditions propices qui soutiennent l'engagement, la curiosité et l'envie d'apprendre de tous les élèves.

2. Orientation prioritaire de formation : Comprendre et s'approprier les enjeux et les attentes du système éducatif en vue de favoriser l'accrochage scolaire

Les thèmes prioritaires de formation s'inscrivant dans cette orientation :

- a. le sens, les enjeux, la philosophie, le cadre juridique, institutionnel et conceptuel de l'accrochage scolaire et de la lutte contre le décrochage ;
- b. la compréhension du phénomène de décrochage et de ses composantes ;
- c. l'identification des signaux et des situations à risques et des marqueurs précurseurs ;